

# La coopération économique Chine-RDC

Les relations sino-africaines pendant la période de la guerre froide étaient conformes à l'idéologie consistant à soutenir les pays africains contre l'impérialisme, le colonialisme et le néocolonialisme. Mais actuellement, le calcul économique a pris le dessus au point que la Chine libérale a développé une diplomatie économique de long terme et des entreprises multinationales parmi les plus puissantes du monde, à la suite de l'application d'une économie socialiste du marché à la chinoise. Théoriquement, la pénétration de la Chine en Afrique vise le développement d'un nouveau partenariat stratégique caractérisé par l'égalité et la confiance mutuelle sur le plan politique, une coopération dans un esprit gagnant-gagnant sur le plan économique et le renforcement des échanges culturels, en recourant à des facilités que les anciens partenaires occidentaux ne concèdent pas, notamment les crédits sans intérêts, des infrastructures contre des matières premières et l'indifférence mutuelle face à l'érosion des valeurs universelles : droits de l'homme, concurrence loyale, droit de propriété industrielle, éthique de l'environnement, liberté d'opinion, meilleures conditions de travail. Pour ce qui est de l'évaluation de l'espérance des gains pour chacune des parties, la balance semble pencher en faveur de la Chine.

**DANIEL MULENDA**

Depuis les réformes économiques chinoises, fondées sur la production de davantage de biens de consommation, l'accélération du développement agricole et le renforcement des entreprises privées, la Chine réalise depuis plus d'une décennie des taux de croissance supérieurs en moyenne à ceux des pays occidentaux. Elle pratique l'économie socialiste de marché à la chinoise : l'État planifie les grands objectifs économiques et assure le contrôle des activités des entreprises à travers des autorisations administratives et la distribution des financements ban-

caires qu'il monopolise grâce à une poignée de grandes institutions publiques. Dans ce cadre contrôlé par le parti-État, les entreprises opèrent selon les modalités concurrentielles propres aux entreprises des économies libérales, avec le sérieux appui de l'appareil diplomatique à l'extérieur du pays. Cela a permis à la Chine d'ajouter au statut de sous-traitant des entreprises occidentales celui de propriétaire des entreprises fortement engagées dans l'innovation et l'internalisation, et qui sont concurrentes avec leurs maîtres d'hier.

## Le modèle de la croissance chinoise

Ainsi, la Chine se venge de l'Occident, après avoir maîtrisé ses armes : la technologie, le commerce et les marchés financiers. Une part croissante des biens de consommation vendus dans le monde aujourd'hui n'est plus seulement assemblée en Chine, mais conçue, développée et commercialisée par des groupes industriels nationaux. Ainsi Haier basée à Qingdao en Chine, leader mondial de l'électroménager, avec 6 % de parts de marché 2010, devant la firme américaine Whirlpool avec 5 %. La même année, Huawei devient la deuxième entreprise mondiale de télécoms, avec 28 milliards de chiffre d'affaires, après le Suédois Ericsson avec 30 milliards de dollars de chiffre d'affaires. La Chine a réalisé un taux de croissance de 11,9 % au premier semestre 2010, avec 6 600 dollars de PIB par habitant en 2009. Elle détient en plus de fortes participations dans le système financier international.

La Chine demeure l'atelier du monde et sa trésorerie est constituée par la somme des taxes prélevées tout au long du circuit économique. Il s'agit des produits « made in China ». Mais aujourd'hui les produits « made by China », exportés massivement vers les quatre coins du monde, sont une source importante des devises. Hier, capitaux et technologies étrangers jouaient un rôle déterminant dans le modèle de développement chinois. Mais aujourd'hui, le capitalisme financier d'État a fait de la Chine l'argentier du monde, à la faveur de la crise financière de 2008. Il en ira de même, si les plans chinois ne rencontrent pas d'obstacle majeur.

Il est vrai que l'offensive commerciale chinoise rencontrera des obstacles, à cause des facteurs internes opposés à l'accumulation de la richesse à long terme. Il s'agit de la corruption et de l'enrichissement illicite des dirigeants du Parti commu-

niste chinois, parmi lesquels on rencontre un nombre important de milliardaires. Les modes de production en vigueur, peu préoccupés de la régénération des écosystèmes naturels, l'appareil étatique autoritaire, gangréné par la corruption et non respectueux des droits de l'homme et de la liberté d'expression, et les injustices sociales très criantes, les mauvaises conditions de travail, le clivage sans cesse croissant entre les conditions de vie à la campagne et en ville ainsi que la pauvreté qui se déploie à travers tout le pays, constituent autant d'obstacles. Ce pays considère que la croissance économique devrait continuer, car ses dirigeants, et les bénéficiaires de ces évolutions, s'estiment en être gagnants.

Les modes de production chinois sont en décalage avec les exigences du développement durable. La responsabilité sociale des entreprises est foulée au pied. En plus des pollutions de l'air, de l'eau, de la diffusion des déchets et des polluants chimiques, résultant d'une industrialisation rapide, ce pays connaît des problèmes liés à l'accroissement des quantités de matières premières requises par son modèle de développement et à l'augmentation des gaz à effet de serre due à la hausse de la consommation d'énergie. Ces deux réalités sont de nature à perturber les équilibres écologiques planétaires ainsi que la croissance mondiale. La Chine a vendu son environnement contre des emplois, puis des technologies. Elle a troqué son environnement contre son développement, dit-on.

La situation de l'environnement est préoccupante et pourrait devenir un frein à la croissance chinoise. La pollution des centres industriels et urbains, la diminution de la surface cultivable en raison de la désertification, l'empoisonnement des eaux douces, etc., sont caractéristiques de l'environnement chinois. Les pluies acides

tombent sur un tiers du territoire, les eaux contaminées tuent plus de trente-mille enfants chaque année. Les couts environnementaux, l'épuisement des ressources naturelles, des sols et de la vie, les maladies et sinistres liés à la dégradation du milieu représenteraient désormais près de 10 % du PIB chaque année. Le niveau de croissance reconnu par les autorités étant de 10 %, la croissance réelle est nulle. Voilà la face cachée de l'avancée économique chinoise, à laquelle la RDC devrait faire attention dans l'élaboration de sa collaboration avec ce dragon.

Malgré le fait que ses possibilités financières lui offrent la capacité de mettre en place une économie écologiquement viable, le prix à payer sera une réduction du taux de croissance, sans oublier le prix de l'instauration d'un système politique respectueux des droits de l'homme. La corruption de l'appareil d'État est telle qu'il est réaliste de prévoir un printemps chinois, à l'image du printemps arabe, avec ses conséquences sur la Libye et la Syrie par exemple. Par ailleurs, la diffu-

sion de la culture occidentale, à travers les réseaux sociaux et les nouvelles technologies de l'information, et des modes de consommation occidentaux sont des phénomènes qui penchent en faveur d'une bonne redistribution des richesses et de la liberté d'expression.

À la lumière de ce qui précède, il s'avère que la Chine applique l'idéologie d'une croissance sauvage stigmatisée par tous de nos jours. Le gâteau peut être grand. Mais il faut savoir comment il a été produit et comment il est réparti. Ainsi, la Chine qui n'accorde pas beaucoup d'attention aux droits de l'homme et à la préservation des écosystèmes naturels est un modèle de gestion non durable. Qu'advient-il si l'expansionnisme chinois imposait son modèle en RDC, pays dépourvu de normes environnementales et commerciales, d'institutions fortes, de plan stratégique de développement? Tout, sauf un processus de développement durable. Par conséquent, la RDC qui cherche la voie de la reconstruction doit utiliser l'argent de la Chine et se méfier de son modèle de

**Tableau n° 1 : impact de la vocation de l'État sur la durabilité**

	État politique	État économique	Impact sur l'économie	Commentaires
<b>RDC</b>	X	–	Prédation des ressources naturelles et humaines	Mauvaise gouvernance : multiples guerres et pillages, absence de culture industrielle, de protection sociale et environnementale, absence de contrôle de qualité, primauté des dépenses institutionnelles, etc.
<b>USA et UE</b>	–	X	Durabilité forte	Technologies propres, protection sociale et environnementale, produits durables, contrôle de la qualité et réhabilitation de l'éthique, démocratie, etc.
<b>Chine</b>	X	X	Durabilité faible	Croissance à deux chiffres anéantie par les dégâts écologiques équivalents au taux de croissance, non-respect des droits de l'homme, mauvaises conditions de travail, produits non durables dans le commerce avec l'Afrique, fortes inégalités, faible niveau d'éthique et de normalisation, etc.

Tableau D. Mulenda.

gestion. Car, comme le dit Hans Jonas, nous n'avons pas le droit de choisir un modèle basé sur le non-être des générations futures à cause de l'être de la génération actuelle.

### **Le profil anti-modèle de l'économie congolaise**

Ce qui est frappant en RDC, c'est l'absence d'un plan stratégique de développement et l'insalubrité des villes. Les pollutions atmosphériques, des sols et des rivières, vecteurs importants de maladies, sont fréquentes. Plus de 80 % des malades en RDC le sont à cause de la mauvaise qualité de l'eau consommée. De plus, les soins de santé ne sont pas à la portée de tous, à cause du faible pouvoir d'achat de la population dont plus de la moitié vit en dessous du seuil de la pauvreté. La faiblesse des revenus consacre la prédation de la force de travail. Le salaire minimum garanti d'un ou trois dollars par jour est un paramètre éloquent. En effet, aucun médecin, par exemple, ne peut former un fils médecin à partir du salaire que l'État congolais lui verse. Le bonheur des populations est sacrifié.

L'organisation et le fonctionnement des entreprises locales sont en déphasage avec la recherche du bonheur pour tous. À la lecture des chiffres repris au tableau n° 2, on peut se demander à qui profite l'existence de la Régie de distribution d'eau (Regideso) et pourquoi sa faillite n'est pas déclarée ? Parce que la nature et l'homme ne profitent pas réellement du système économique actuel, l'on pourrait croire que les investisseurs sont les seuls à profiter de toute la valeur produite. Ce qui n'est pas vrai. Le mauvais climat des affaires et les coûts élevés des services financiers et de transport, ainsi que les tracasseries de toutes sortes rendent les investissements moins rentables pour les entreprises soucieuses d'éthique. Les opérateurs du secteur privé qui résistent sont ceux qui ont développé l'une de ces deux stratégies : certains, une minorité, se sont ralliés aux tenants du pouvoir et se sont placés sous leur protection pour, semble-t-il, mieux agir, et d'autres, opérant le plus souvent en marge de la légalité, animent un capitalisme sauvage et mafieux qui ne sert qu'à affaiblir le pays.

**Tableau n° 2 : Évaluation de la performance globale de la Regideso, exercice 2006**

Acteurs/Critères	Économiques	Sociaux	Environnementaux
<b>Entreprise Regideso</b>	- Profit : - 50 % - Part de marché : 100 %	- Charges sociales : 18 % de la valeur ajoutée - Mauvaises conditions sociales et de travail	- Mauvaise gestion des eaux usées - Pollution de l'air et des eaux
<b>État congolais</b>	- Valeur ajoutée : 61 501 000 000 FC - Impôts et taxes : 1 596 000 000 FC	- Mauvaise couverture de la sécurité sociale	- Absence de contrôle environnemental
<b>Appréciation</b>	Mauvais	Mauvais	Mauvais

Tableau D. Mulenda

Par conséquent, les sociétés multinationales, qui n'ont pas pu s'accommoder de la fraude, ont tout simplement vendu leurs affaires. C'est ainsi que Goodyear, géant mondial dans la fabrication des pneus, a cédé la place à Cobra, et le groupe Unilever s'est retiré de Marsavco, fabricant de savon, de margarine et d'huile de cuisine. Par ailleurs, les sociétés multinationales qui ont gardé leurs filiales en RDC, comme la Bat Congo, se sont concentrées sur la demande intérieure, érigeant des monopoles ou des cartels (brassicoles) et mettant en place des chaînes de valeur qui facilitent l'évasion de la valeur. Le cas de la Bat Congo est illustratif, avec la sous-traitance de la culture du tabac en Ituri, des opérations de laminage du tabac par une société sœur au Kenya, l'importation du tabac laminé via le port de Matadi, la fabrication des cigarettes dans ses usines et enfin la sous-traitance de la commercialisation par Bat Distribution.

Sans intégration nationale, l'économie congolaise reste extravertie. C'est dans ce schéma que s'insère la coopération chinoise. Les entreprises importent de nombreux intrants industriels, les matières premières extraites sont exportées en l'état et la création des emplois est bloquée. Les emplois étant rares face à une demande excédentaire, les conditions de vie des populations ne peuvent être que précaires dans des entreprises liées à la mafia. Voilà où se croisent deux partenaires, Chine et RDC, qui se trouvent au bord du chemin du développement durable.

### **Relations commerciales entre la RDC et la Chine**

Les relations entre la Chine et la RDC datent de la période des indépendances, en pleine guerre froide. Le positionnement de la Chine était politique et idéo-

logique. Elle appuyait les groupes révolutionnaires africains face à l'impérialisme occidental. Mais sur le plan économique, son domaine de prédilection, c'était l'agriculture. Depuis 1970, la Chine communiste était préoccupée par le développement endogène de la RDC. Son assistance participait à la réalisation de l'autosuffisance alimentaire. Le secteur agricole bénéficiait de l'expertise chinoise dans l'encadrement des agriculteurs paysans et dans la production agricole.

Cette coopération agricole s'est focalisée essentiellement dans la riziculture irriguée et pluviale, la culture maraîchère, la culture de la canne à sucre, l'aviculture et l'élevage des porcs. Elle a permis la mise en œuvre du Programme national de riz (PNR), à partir de 1972, avec des stations à Lodja dans le Kasai-Oriental, Bumba et Mbandaka dans l'Équateur, et Mawunzi dans le Bas-Congo. En 1992, un crédit de 75 millions de dollars a été consenti à la RDC pour la réalisation de l'aménagement d'une plantation de cannes à sucre et l'érection d'une sucrière à Lotokila qui n'est plus opérationnelle dans la Province Orientale, l'installation d'une usine de production de matériels agricoles, victime des pillages de 1991 et 1993 à Kinshasa, l'implantation des stations du programme national de riz à Gbadolite, Kinshasa, Mbanza-ngungu, Kikwit et Lubumbashi. Une nouvelle usine de décortication du riz implantée à Kinshasa en 1996, avec une capacité de 80 tonnes de riz par jour, n'a jamais été mise en service, l'assistance chinoise étant strictement réduite, la quantité de riz paddy s'étant avérée insuffisante pour rentabiliser cette unité de production. C'était la fin des investissements directs chinois dans le domaine agricole.

Depuis lors des agriculteurs chinois produisent du riz, des légumes, des œufs et la viande de porc destinés aux Chinois

de Kinshasa dont on ne connaît pas le nombre. Et sans encadrement quelconque, les agriculteurs locaux maintiennent la culture du riz dans les anciennes stations du PNR. Les quantités de riz paddy produites annuellement se chiffrent en moyenne à 35 000 tonnes pour le pays et 2,10 tonnes pour la ville de Kinshasa.

Avec l'industrialisation spectaculaire de la Chine, ses besoins et les orientations de sa coopération avec la RDC ont changé. Le commerce a pris le pas sur l'aide au développement. La RDC est devenue un supermarché pour écouler la production agricole et industrielle chinoise. C'est ainsi que des crédits sans intérêts ont été accordés au gouvernement de la RDC pour l'importation des biens de consommation (riz, conserves, électroménager, groupes électrogènes, des matériaux de construction, matériels électriques vendus en RDC, avec la marque *made by China*). Ce changement de stratégie chinoise explique la paralysie du Programme national riz, qui a fermé aujourd'hui toutes ses antennes à

travers le pays en faveur de l'importation des riz chinois.

Les flux commerciaux vont s'accroître à partir des années 2006, la RDC ayant délibérément choisi la voie chinoise. Une des raisons de ce choix est la suspension de la coopération avec les pays occidentaux préoccupés par les conditions des droits de l'homme et la bonne gouvernance dans le pays, des aspects qui n'intéressent pas la Chine au nom de l'égalité sur le plan politique et la non-ingérence dans les affaires intérieures des pays partenaires. Cette attitude conforte les uns et les autres qui sont à l'école de la démocratie et du respect des droits de l'homme. La Chine est devenue depuis 2008 le principal partenaire commercial de la RDC, devant l'Afrique du Sud, leader dans la région, et la Belgique et les États-Unis, les partenaires traditionnels de la RDC. Elle a pour ce faire adapté son offre au faible pouvoir d'achat des populations congolaises, dont le salaire minimum est inférieur à 100 euros.

**Tableau n° 3: Exportations et importations de la RDC de 2006 à 2011, en milliers de dollars**

<b>Exportations</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>
<b>Total</b>	<b>1 475 511</b>	<b>2 079 744</b>	<b>3 757 501</b>	<b>2 778 940</b>	<b>5 628 075</b>	<b>6 379 108</b>
<b>Belgique</b>	509 728	501 703	509 752	234 564	294 053	365 177
<b>États-Unis</b>	86 145	208 500	270 587	338 952	546 187	623 096
<b>Chine</b>	369 229	465 070	1 590 917	1 146 353	2 516 568	3 129 457
<b>Importations</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>
<b>Total</b>	<b>2 972 444</b>	<b>2 857 788</b>	<b>3 977 365</b>	<b>3 164 694</b>	<b>4 253 035</b>	<b>5 107 372</b>
<b>Belgique</b>	220 749	278 478	390 601	322 953	353 835	437 081
<b>États-Unis</b>	70 719	112 907	130 260	79 856	93 418	166 265
<b>Chine</b>	68 765	94 011	234 581	321 209	473 405	826 685
<b>RSA</b>	363 684	621 797	1 125 162	573 817	865 847	1 106 904

Source: Secrétariat général au Commerce, statistiques présentées à la foire, Fikin 2012.

Ainsi, la consommation des produits de mauvaise qualité, non durables et moins chers que la Chine exporte en RDC participe au recyclage de la pauvreté et à la faillite des entreprises congolaises moins compétitives. C'est le cas de la filière coton, avec la disparition d'Utexafrica à Kinshasa et la stagnation de Sotexki à Kisangani, toutes les deux mises en difficulté à la suite de la chute de la production du coton et de la concurrence des vêtements en coton en provenance essentiellement de la Chine.

Les Chinois imitent sans vergogne toutes les grandes marques de l'électroménager, les vêtements, les biens de production, mais aussi les produits de l'artisanat local. Ces produits piratés posent des problèmes de contrôle de gestion. Comment apprécier les décisions d'achat pour un produit d'une même marque lorsque le prix sur le marché peut varier dans les proportions de 1 à 5 ? Cette influence stabilise la mafia et concourt au démantèlement des investisseurs soucieux d'éthique, l'État congolais étant défaillant dans le domaine de l'encadrement des marchés. Goodyear, leader mondial dans la fabrication des pneus, et Unilever, premier producteur national des produits agroalimentaires, ont ainsi passé la main à de nouveaux investisseurs.

Les entreprises chinoises rejoignent sur ce terrain les entreprises libanaises, indo-pakistanaïses, etc., qui renforcent l'extraversion de l'économie, l'exploitation abusive des ressources naturelles et la détérioration des conditions de vie des populations. Ensemble, elles affaiblissent l'État et les communautés locales et handicapent la promotion d'une approche participative et intégrative de l'économie nationale. Par ailleurs, les commerçants chinois contrôlent tout le circuit de distribution des produits de consommation en provenance de Chine. Ils sont grossistes, demi-grossistes et détaillants. Ils ont des

boutiques au centre-ville et sont aussi installés dans les quartiers populaires, dans les marchés des grandes villes et dans les rues où ils disposent des étalages par terre. Ils vendent des produits 2 à 5 fois moins cher par rapport aux prix pratiqués par les commerçants congolais. Cette pratique met des barrières à l'entrée des commerçants locaux dans le négoce. La formation d'une classe moyenne à travers le développement des PME locales subit ainsi une dure épreuve.

Par ailleurs, les détaillants et les commerçants du secteur informel qui rencontrent les Chinois sur le chemin de leurs activités, comme la vente de petits articles dans la rue, des beignets et des légumes, manifestent sérieusement leur hostilité à l'égard des envahisseurs intouchables, par des menaces verbales et physiques ainsi que des grèves. Cette haine croissante est un risque pour l'avenir de la coopération Chine-RDC. Les Chinois sont conscients du danger qu'ils courent s'ils n'essayent pas d'améliorer leur image en soutenant le développement local et des projets de renforcement des capacités des travailleurs et des populations locales.

### **Construction des infrastructures par la Chine en RDC**

Lorsqu'un tronçon de route, un dispensaire, un établissement d'éducation est inauguré n'importe où en RDC et quelle que soit la source de financement, cela s'appelle tout simplement une « œuvre utile » pour les populations qui vivent dans le dénuement total. De nombreuses études en rapport avec les huit objectifs du millénaire pour le développement révèlent que plus de 70 % de la population de la RDC vit dans une situation d'extrême pauvreté. Un enfant sur deux, en âge scolaire, ne va pas à l'école et près de 18 millions de Congolais ne savent ni lire ni

écrire. Plus de 60 % des Congolais actifs sont au chômage, 73 % de la population vit dans l'insécurité alimentaire, 18 millions dans la famine, 91 % évoluent dans le précaire secteur informel et le revenu par tête d'habitant qui était de 377 dollars en 1956, est tombé à moins de 130 dollars en 2006. Le salaire minimum garanti, fixé d'abord à 1 dollar par jour et ensuite à 3 dollars, bien que traduisant la codification de la misère, n'est même pas appliqué. En plus, le climat des affaires n'est pas incitatif.

La construction des infrastructures est une des solutions pertinentes au règlement de ces multiples problèmes de développement. Néanmoins, étant donné que l'intelligence économique chinoise en Afrique intègre la corruption et la prédation des écosystèmes naturels et des ressources humaines, il n'est pas évident que les retombées de la coopération Chine-RDC soient durables et conformes à ce qu'appelle l'environnement économique actuel de RDC.

En 1986, la Chine avait consenti 100 millions de dollars à la RDC pour la construction du Palais du peuple et du stade des Martyrs à Kinshasa. Et en avril 2006, la Chine, représentée par un groupement d'entreprises privées, et la RDC ont signé un contrat dit « contrat chinois » pour un montant initial de 9 milliards de dollars. Ce contrat concerne la construction de 6 000 kilomètres de routes, d'infrastructures énergétiques, de deux universités, d'hôpitaux et centres de santé qui font gravement défaut et freinent la relance de l'économie.

Fondé sur le principe chinois « infrastructures contre ressources naturelles », le contrat chinois n'a pas fait l'objet de débat au niveau national et ne résulte pas d'études prospectives. C'est au contraire une liste de projets, utiles à la nation bien

sûr, mais non assortis d'objectifs sectoriels planifiés sur une durée permettant des évaluations intérimaires. Plusieurs voies se sont élevées parmi les parlementaires congolais et les partenaires traditionnels du développement de la RDC. Pour ces derniers, le contrat chinois n'est pas un programme de développement, mais l'expression d'une volonté politique des dirigeants. Il comprend une liste de projets à réaliser, sans planification économiquement et écologiquement viable, sans objectifs bien identifiés pour les cinq chantiers de la République (routes, logements, emplois, santé et éducation, énergie) qui en constituent la justification. Il renforce, en outre l'endettement de la RDC, dont la capacité de remboursement est quasi nulle, malgré l'aboutissement des mécanismes PPTE (pays pauvres très endettés). Surtout avec l'usage du taux commercial à la place du taux concessionnel habituel et d'autres contraintes d'ordre commercial, comme la volatilité des prix des matières premières sur le marché international, qui aurait la conséquence de prolonger continuellement la durée du contrat au-delà de trente ans. Cela a entraîné la révision du coût total du contrat chinois de 9 milliards à 6,1 milliards de dollars américains et le ralentissement du rythme d'exécution.

Parmi les réalisations, on relève à Kinshasa, l'hôpital chinois de Ndjili, celui du Cinquantenaire, la cité du fleuve, la réhabilitation des boulevards Lumumba et 30 juin, la réhabilitation de la route nationale n° 1 dans ses tronçons Muanda-Kinshasa-Kikwit. Plusieurs projets à impacts visibles réalisés par la Chine en RDC depuis 2006 ont coûté plus ou moins 0,990 milliard de dollars. Il ne reste pas moins que les priorités vont dans deux directions: les intérêts commerciaux de la Chine, favorisant sa percée commerciale et médicale en RDC, et les arguments électoraux des dirigeants.



L'attention ne se porte pas sur l'autosuffisance alimentaire et la formation d'une culture industrielle et commerciale qui manquent en RDC. Les efforts doivent être poursuivis, car ce qui se fait actuellement favorise plus les centres urbains et augmente par conséquent l'exode rural. Pourtant, la réalisation des routes de desserte agricole et la réalisation des axes prioritaires d'intégration, comme les axes Goma-Kisangani-Kinshasa et Bukavu-Kisangani-Kinshasa, qui figurent sur la liste des projets à réaliser, aurait des effets d'entraînement rapides, de nature à faire du paysan à la fois un producteur et un consommateur, favorisant par ce fait l'élargissement de la base du marché intérieur. En plus des problèmes du choix des priorités, la construction des infrastructures par les entreprises chinoises ne pourra pas encourager le transfert des technologies, la main-d'œuvre qualifiée venant de Chine. Il s'agit en fait de la fourniture d'ouvrages clé sur porte, laquelle participe à l'extraversion de l'économie congolaise et à la destruction des écosystèmes et de la qualité de vie des populations.

Les entreprises chinoises affichent des conditions les plus attrayantes et gagnent pratiquement tous les marchés publics. Opérant le long de toute la chaîne de valeur, sans sous-traitance, l'implantation des entreprises chinoises détruit le développement des PME congolaises. Par ailleurs, faute de contrôle de l'environnement, la pollution des rivières provenant des carrières d'extraction des caillasses et des minerais, et la poussière dégagée par les chantiers routiers empoisonnent la santé des citoyens.

Les Chinois dispersent des centres de santé dans des villes congolaises, comme pour tirer un autre profit, avec une médecine onéreuse face au faible pouvoir d'achat des populations et opaque à cause des

prescriptions et des médicaments libellés en chinois. Si cette coopération dans le domaine des infrastructures va au-delà de son niveau actuel, sans que la RDC n'ait revu son intelligence économique, l'économie congolaise se prêtera encore une fois à compléter l'économie chinoise, comme elle le fut pendant la colonisation vis-à-vis de l'économie belge. L'on renforcerait l'exportation des emplois et le recyclage de la pauvreté.

### Perspectives

Contrairement à la Chine communiste, la Chine libérale est moins soucieuse du développement des campagnes, de l'aggravation de la corruption et des inégalités, ainsi que des mauvaises conditions de travail et de vie des populations. Elle est moins soucieuse du transfert de la culture industrielle et commerciale et de la préservation des écosystèmes naturels, préoccupations que la RDC ne peut rencontrer du fait du profil de son économie, avec 56 % du PIB et 99 % des recettes d'exportation provenant de l'économie de cueillette.

Nonobstant ce qui précède, la coopération entre la Chine et la RDC est appelée à se poursuivre. En effet, les dirigeants qui ont trouvé une solution de rechange, après le gel des financements au développement des pays occidentaux, n'ont rien d'autre à faire que de la continuer. Ils font ainsi preuve de leur engagement pour l'amélioration des conditions de vie des populations, cette coopération crée des emplois et participe à la modernisation des infrastructures et du pays, ce qui soulage un tant soit peu les souffrances des populations. Tandis que les populations de condition modeste sont attirées par les produits chinois bon marché, bien que de qualité médiocre. Ces acquéreurs ont le sentiment de pouvoir accéder ainsi à la

société de consommation et d'être partie prenante de la mondialisation. Comme les Chinois présentent beaucoup de nouveautés, on peut souvent changer. Cette fièvre consumériste devient encore possible par ce temps de crise et leur permet de jouer sur les apparences.

À moins que les partenaires traditionnels de la RDC, bilatéraux comme la Belgique, le Canada, le Royaume-Uni, les États-Unis d'Amérique, l'Inde et la France, et multilatéraux, comme les Nations unies, la Banque mondiale, la Banque africaine de développement, deviennent réalistes et décident de ne pas abandonner la RDC à l'invasion chinoise, en participant activement à l'assainissement du climat des affaires, en favorisant l'émergence d'une économie participative et la notion de la croissance enrichissante auprès des communautés locales. L'objectif poursuivi étant double : favoriser le développement d'une coopération commerciale par l'établissement des liaisons entre les PME de la RDC et celles des pays occidentaux, et le retour en RDC des investisseurs soucieux d'éthique. D'autant plus que les apports financiers des partenaires traditionnels, concentrés essentiellement dans la coopération non marchande, composée des fondamentaux du développement durable (l'éducation, l'environnement, la santé et même les infrastructures), se chiffrent à plus ou moins deux milliards de dollars entre 2011 et 2012, et sont de loin supérieurs à l'apport financier chinois chiffré à 0,990 milliard depuis 2006.

### **Conclusion**

Autant la Chine communiste se préoccupait du développement des pays du Sud, en vue de contrer l'impérialisme, la Chine libérale est guidée par l'appât du lucre et l'impatience des gains, et non l'esprit de

service. Elle est en RDC pour rechercher ce qui est utile à l'expansion de son économie. Il s'agit des matières premières, des terres fertiles, des débouchés pour ses produits *made by China*, et des terres d'asile pour ses populations dont l'évolution dépasse les possibilités de ses ressources naturelles. Elle livre des infrastructures clé sur porte, opère à travers les entreprises non citoyennes, connectées aux ressources naturelles de l'Afrique et aux marchés de produits de consommation courante, obstruant les pistes de collaboration avec les PME qui sont acculées par des stratégies très offensives des entreprises chinoises bénéficiaires des appuis financiers et diplomatiques de leur gouvernement. L'innovation et l'intégration des entreprises ne sont concrètement pas à l'agenda du contrat chinois.

Dans ces conditions, les performances perçues à travers l'amélioration des services ça et là, sans fil conducteur, sans orientation claire de l'économie vers les stratégies de développement durable, font que la RDC tire des avantages à court terme, mais à long terme, cette coopération ne paraît nullement être un facteur de transformation des structures économiques de la RDC, ce qui permettrait d'espérer la mise en place d'une économie endogène et d'une croissance enrichissante.

Pour preuve, l'on attribue à la RDC, depuis 2002, des taux de croissance de 5 % en moyenne, mais aucune catégorie socioprofessionnelle ne se reconnaît en être bénéficiaire. Cela est révélateur de la neutralité, mieux même de la complicité de la Chine dans l'accélération de l'érosion du champ de valeurs morales en RDC, un pays dont le climat des affaires est très mauvais. Il en résulte que les acteurs congolais, au premier rang desquels se trouvent le politique et l'administration, devraient changer leurs comportements face aux enjeux

qui déterminent la nature des retombées de la présence chinoise en RDC, à savoir : la régénération des écosystèmes naturels, le développement des PME, l'intégration des entreprises au niveau local, et la renégociation des lignes maitresses des relations avec la Chine. Car souvent les décisions d'un jour pénalisent pour toujours, et les populations congolaises ne peuvent se satisfaire de politiques dont la pertinence ne peut se vérifier dans la durée.

La RDC commettrait une erreur si elle espère que son partenaire, la Chine, qui ne respecte pas les droits de l'homme et la liberté d'expression dans son pays, qui détruit ses écosystèmes naturels et pollue l'air, les rivières et les sols gratuitement dans son pays, puisse changer ses stratégies. Il appartient à l'État congolais de mettre en place une gestion planifiée en fonction des objectifs économiquement et écologiquement viables. L'État congolais devrait lutter contre la corruption, car rien de durable ne peut être construit lorsque les acteurs contredisent les déterminants de la croissance enrichissante : un État engagé dans la sphère économique, les entreprises faisant du profit dans la sphère du développement durable et des populations qui participent à la régulation des mécanismes du vivre ensemble. Et les Chinois

s'adapteront aux normes commerciales et environnementales qui seront définies, aux schémas directeurs élaborés dans différents secteurs d'activités, et respecteront l'administration congolaise rénovée, comme ils le font en Occident.

Sinon, la coopération Chine-RDC profitera de façon durable à la Chine, la RDC ne disposant pas d'un modèle économique viable. Cela est conforme à la règle suivante : « Lorsqu'une nation qui a atteint le stade commercial et industriel, comme la Chine, coopère avec une autre nation dont l'économie est à l'état sauvage, comme la RDC, la part du lion va à la nation dominante. » Surtout que le capitalisme étatique financier de la Chine coïncide avec le règne de la cupidité qui a fait basculer le système de production capitaliste vers la prédation des ressources naturelles et des ressources humaines, engendrant des inégalités criantes entre nations et entre individus à l'intérieur d'une même nation. Contrairement au discours, sur le terrain c'est la cupidité qui dirige les actions de la Chine en RDC ces dernières années. En effet, ayant fondamentalement emprunté à l'impérialisme, on se demande si la Chine n'est pas en train de devenir impérialiste. ■